

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 06/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARABELLE SOLUTIONS (ex GE THERMAL MANUFACTURING)**

3 Avenue des Trois Chênes  
90000 Belfort

Références : -

Code AIOT : 0005901928

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement ARABELLE SOLUTIONS (ex GE THERMAL MANUFACTURING) implanté 3 avenue des Trois Chênes TSA 60010 90041 Belfort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARABELLE SOLUTIONS (ex GE THERMAL MANUFACTURING)
- 3 avenue des Trois Chênes TSA 60010 90041 Belfort
- Code AIOT : 0005901928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement ARABELLE SOLUTIONS est spécialisé dans la construction de turbines à vapeur.

L'établissement est situé au sein d'un parc industriel comprenant par ailleurs, les sociétés GE VERNOVA et ALSTOM TRANSPORT, ainsi que diverses sociétés agissant en sous-traitance. Ce parc industriel fait partie du parc d'activité dénommé "Techn'hom".

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
6	Zone ATEX	Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 7.3.2	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.2.3	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.3.2	Sans objet
5	Systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.3.4	Sans objet
7	Généralités.	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La localisation des zones à risques doit être mise à jour pour inclure le bungalow 25, dédié à la fabrication de vernis et de peinture.

Les équipements électriques présents dans ces zones doivent être remplacés afin de respecter les dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Localisation des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

<p>[...]</p> <p>Les zones à risques sont matérialisées par des moyens appropriés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Recensement des zones à risques :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué par courrier du 4 décembre 2024 le plan général des zones à risques. Cependant, les quantités maximales des substances présentes dans chaque zone ne sont pas renseignées, et le bungalow 25, identifié comme une zone ATEX, n'est pas répertorié sur le plan général.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le plan général des zones à risques doit être mis à jour pour inclure le bungalow 25 et préciser les quantités maximales des substances pouvant être présentes dans chaque zone.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Désenfumage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>[...]</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 4 décembre 2024, l'exploitant a transmis les comptes rendus de vérification semestrielle (Q 17) pour l'année 2024, ainsi que les listes des vérifications effectuées en mars et octobre 2024. Les comptes rendus ne révèlent aucune non-conformité concernant les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC). Cependant, la liste des vérifications met en évidence certaines observations spécifiques : plusieurs dispositifs d'évacuations dans le bâtiment 302 sont condamnés, voilés ou obstrués par des bâches. Enfin, dans le bâtiment 308 le treuil d'un ouvrant été déconnecté.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces situations sont temporaires et directement liées à des travaux de réfection des toitures.</p> <p>Les locaux à risque sont équipés de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), à l'exception du bungalow 25, qui abrite des activités de fabrication de peinture et de vernis et ne figure pas sur le plan des zones à risques. Ce bungalow devra être équipé d'un</p>

dispositif conforme pour garantir la sécurité en cas d'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Installer un dispositif d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) à commande automatique et manuelle dans le bungalow 25.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose en permanence sur le site d'une équipe d'intervention. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1;</li> <li>• d'au moins 30 appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils, Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</li> <li>• d'extincteurs et de robinets incendie armés (RIA) répartis dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>• d'un système d'extinction automatique pour les installations suivantes: cuves à huile du bâtiment 308, fosse VMG du bâtiment 340, les casemates du bâtiment 308 et du bâtiment 24-37 (essais alternateurs).</li> <li>• d'un fourgon pompe-tonne avec réserve d'eau.</li> </ul> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation des équipements destinés à la lutte contre l'incendie. Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais périodiques. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<b>Constats :</b>

Par courrier daté du 4 décembre 2024, l'exploitant a transmis le plan des appareils incendie ainsi que le document listant les personnes à contacter en cas d'urgence et les moyens de secours disponibles.

Le plan ETARE fourni par l'exploitant indique les accès pour les services de secours. Le plan d'urgence EHS indique les moyens de secours et le schéma d'alerte en cas de sinistre.

#### **Poteaux incendie :**

D'après le plan d'intervention présenté par l'exploitant, l'établissement dispose de plus de 30 appareils incendie implantés à des distances conformes (moins de 100 mètres des limites de l'installation) avec un débit supérieur à 60 mètres cubes. Cependant, le plan des bouches incendie n'est pas à jour : le PI 364 mentionné dans l'échelle, n'y figurent pas. Une mise à jour du plan est nécessaire pour refléter précisément le nombre et l'emplacement des points incendie.

Suite à la visite (par courrier du 5 décembre), l'exploitant a transmis le plan des appareils incendie à jour dans lequel figure le PI 364.

Lors de la visite de l'établissement, nous avons constaté, par échantillonnage, la présence des systèmes de protection incendie. Cependant, un véhicule était stationné devant l'un des poteaux incendie, entravant potentiellement son accès.

#### **Extincteurs :**

Par courrier du 4 décembre 2024, l'exploitant a transmis les comptes rendus des vérifications annuelles des extincteurs Q4, effectuées en août 2024. Par échantillonnage lors de la visite du site, il a également été constaté que les avaient bien fait l'objet de ces vérifications à la date indiquée. L'exploitant ne dispose plus de RIA (ce point devra faire l'objet d'un porter à connaissance afin de modifier cette prescription).

#### **Système d'extinction automatique**

Par courrier du 4 décembre 2024, l'exploitant a transmis les rapports de vérifications du premier semestre.

Les bouteilles de CO2 utilisées pour la lutte contre l'incendie dans le caniveau de transport d'huile, la fosse cabine casemate, la fosse KEMPS, la fosse package et la fosse TKJ sont à remplacer. Les rapports précisent que les devis relatifs à ces remplacements avaient été établis et envoyés. Concernant la fosse KEMPS le rapport fait été de batteries à changer.

Par courrier daté du 5 décembre 2024, l'exploitant a transmis le rapport des travaux effectués les 13 et 14 février 2024 concernant le remplacement des bouteilles de CO2 pour l'ensemble des équipements précédemment mentionnés.

<p>Le compte rendu du système extinction automatique CO2, de la colonne sèche et du sprinklage ne possède pas de non conformités.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne plus disposer de moyen d'extinction hors gel.</p> <p><b>Fourgon pompe-tonne avec réserve d'eau :</b></p> <p>Lors de la visite du site la présence du fourgon a pu être constatée. L'exploitant a indiqué que la cuve se trouvait à l'intérieur.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Système d'extinction automatique</b></p> <p>L'exploitant veillera à transmettre le rapport de changement de batterie de la fosse Kemps et veillera à laisser les accès des poteaux incendie libres.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conformité des installations électriques :</b></p> <p>Par courrier daté du 4 décembre 2024, l'exploitant a transmis les rapports de vérifications générales périodiques (Q18), les contrôles électriques par thermographie (Q19), ainsi que les audits préventifs des coffrets électriques. Ces contrôles sont effectués annuellement.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté aux services des installations classées un tableau de maintenance consignant les observations issues des rapports Q18 et Q19, ainsi que le suivi des actions correctives réalisées ou planifiées. Ce registre offre une traçabilité des mesures mises en œuvre pour corriger les anomalies identifiées.</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté que 3 rapports Q18 mettent en évidence des risques significatifs d'incendie et d'explosion, identifiés pour les installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Bâtiment 330 : Q18 (Réf : 024037912401 R 001 MO 1).</li> <li>• Bâtiment 308 : Q18 (Réf : 030096952401 R 001).</li> <li>• Bâtiment 302 : Q18 (Réf : 030096222401 R 001).</li> </ul> <p>Parmi ces trois cas, les risques liés aux bâtiments 302 et 330 avaient déjà été signalés lors de contrôles précédents. Par courrier daté du 5 décembre 2024, l'exploitant a transmis le bon de commande de maintenance n°7100308045/0, daté du 17 octobre 2024, confirmant que les</p>

travaux nécessaires à l'élimination de ces risques d'incendie et d'explosion ont été programmés. Cependant, d'autres rapports, notamment ceux concernant les ponts roulants et les ponts turbines, soulèvent des interrogations. Les documents indiquent que les vérifications n'ont pas pu être réalisées en raison de l'inaccessibilité des équipements situés en hauteur. Cependant, ces mêmes rapports incluent des photographies des éléments prétendument inaccessibles, ce qui crée une incohérence notable. Ces contradictions remettent en question la fiabilité des informations fournies et nécessitent une clarification de la part de l'exploitant.

Dans un premier temps, il convient de vérifier si cette incohérence est également présente dans les rapports des années précédentes, afin de lever tout doute sur la régularité et la qualité des contrôles effectués. Dans un second temps, il est impératif de rappeler que les installations, quelle que soit leur localisation ou leur difficulté d'accès, doivent être vérifiées annuellement. Dans le rapport Q19 (n° JMF20241088), il est indiqué que certaines machines n'ont pas pu être contrôlées, car elles n'ont pas été localisées. Cette situation met en évidence une potentielle lacune dans la gestion et le suivi des équipements, nécessitant une vérification approfondie pour identifier les machines concernées et garantir leur conformité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Systèmes de détection et extinction automatiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/01/2017, article 7.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1, en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction, Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

**Constats :**

Par courrier daté du 4 décembre 2024, l'exploitant a transmis les rapports de vérification de l'ensemble des systèmes de détection incendie, accompagnés de la liste complète des détecteurs et des comptes rendus de vérification de la centrale pour les deux semestres de l'année 2024. Cependant, il a été constaté que le détecteur référencé XASE25 n'a pas été testé au cours du second semestre en raison d'un manque d'accessibilité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le détecteur référencé XASE25 devra être testé lors de la prochaine vérification afin d'assurer sa conformité et son bon fonctionnement.



N° 6 : Zone ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/2017, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

[..]

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, l'exploitant est tenu de définir dans ces locaux, sous sa responsabilité, les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives,

- soit de façon permanente ou semi-permanente, dans le cadre du fonctionnement normal des installations,
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

Ces zones sont appelées, dans les prescriptions qui suivent, respectivement zones de type II et zones de type I, Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à celles strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Dans les zones de type I, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n 78.779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application (notamment arrêté du 9 août 1978).

Dans les zones de type II, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions visées à l'alinéa précédent, doit être constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui en service normal n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

Dans les zones de type I ou de type II définies par l'exploitant conformément aux prescriptions précitées, et s'il n'existe pas de matériel spécifique répondant aux prescriptions particulières à ces zones, l'exploitant définit sous sa responsabilité les règles à respecter compte tenu des normes en vigueur et des règles de l'art pour prévenir les dangers existants dans ces zones.

**Constats :**

Par courrier daté du 4 décembre 2024, l'exploitant a transmis le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE). Ce document fait état de plusieurs non-conformités où des matériels non certifiés ATEX sont utilisés dans une zone classée ATEX. Les appareils électriques ne sont pas conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un registre de suivi du plan

d'action visant à corriger ces non-conformités.
De plus, le bungalow 25 est une zone atex mais n'est pas localisé sur le plan comme tel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le bungalow devra être ajouté au plan des zones ATEX. Le DRPCE devra être mis à jour, et un registre des actions à entreprendre, accompagné d'un échéancier détaillant les mesures à mettre en œuvre, devra être transmis. Les appareils utilisés et présent dans les zones doivent être conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement. L'exploitant devra dresser la liste des appareils à remplacer.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 7 : Généralités.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aérien
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés, etc.). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté que les rejets des cabines de peintures sont captés et canalisés. Cependant, une modification des canalisations des cabines de peinture a été observée. Cette modification a fait l'objet d'un porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite